

BULLETIN D'INFORMATION

MALGRÉ LE REJET DE L'IMMIGRATION PAR LE PARTI D'EXTRÊME DROITE PORTUGAIS CHEGA, DEUX DE SES MEMBRES SONT ACCUSÉS D'IMMIGRATION ILLÉGALE

Deux membres du parti d'extrême droite portugais Chega sont confrontés à des accusations liées à l'immigration illégale. La gravité des accusations réside dans le programme du parti, qui a réussi à élire 50 députés lors des récentes élections du 10 mars. Le programme énonce des mesures visant à contrôler l'immigration, affirmant la nécessité de lutter contre le dossier de l'immigration et visant à soumettre l'immigration à une surveillance, en affirmant : "Vous ne pouvez rester au Portugal en tant qu'immigrant que si vous ne commettez pas de crimes, et si vous commettez des crimes, vous serez expulsé."

Le parti propose d'établir des quotas annuels pour les étrangers entrant au Portugal en fonction "des qualifications des immigrants et des besoins de l'économie portugaise", après évaluation des secteurs les plus nécessiteux en main-d'œuvre au Portugal.

Le parti a publié une déclaration visant à contraindre les immigrants du pays à contribuer pendant cinq ans avant de recevoir une aide sociale, ces citoyens ayant, en 2022, été responsables de gagner plus de 1600 millions d'euros de prestations sociales.

La loi vise également à ce que les demandeurs d'asile restent dans des "centres de soutien temporaires" jusqu'à l'approbation, en plus de "renvoyer ceux qui enfreignent la loi pénale portugaise dans leur pays d'origine."

Les accusations visent les députés José Dias Fernandes et Marcus Santos. Le député de droite, José Dias Fernandes, a travaillé et vécu en tant qu'immigrant clandestin en France pendant plusieurs années, migrant en France dans les années soixante-dix, admettant avoir été "expulsé deux fois" avant d'obtenir un permis de séjour et de travailler là-bas.

Pendant ce temps, le député Marcus Santos, le cinquième membre élu dans le district de Porto, a été arrêté deux fois pour fraude à l'immigration dans l'État de Floride, aux États-Unis, où il a été appréhendé à l'âge de 25 ans, en décembre 2004 et février 2005.



LA GRANDE-BRETAGNE LANCE UNE CAMPAGNE EN LIGNE CONTRE LA MIGRATION ILLÉGALE AU VIETNAM

Le 25 mars, le ministère britannique de l'Intérieur a lancé une campagne sur les réseaux sociaux au Vietnam pour dissuader les migrants de venir illégalement au Royaume-Uni, suivant des campagnes similaires réussies en Albanie, en France et en Belgique.

La campagne au Vietnam marque la dernière phase des efforts mondiaux du gouvernement britannique pour avertir les migrants des conséquences de l'entrée illégale au Royaume-Uni. Le Royaume-Uni utilisera des publicités sur les réseaux sociaux sur des plateformes comme Facebook et YouTube pour cibler les individus envisageant éventuellement la migration illégale, spécifiquement au Vietnam, un pays d'Asie du Sud-Est connu comme une source de migration irrégulière vers la Grande-Bretagne.

Les publicités électroniques comprennent des publications mettant en avant les conséquences du voyage illégal au Royaume-Uni et les risques auxquels les individus peuvent être confrontés, en plus de souligner les dangers de l'endettement et de l'exploitation par les gangs de trafiquants d'êtres humains facilitant les traversées en petits bateaux.

La campagne met en garde les migrants potentiels sur les réalités de la vie illégale au Royaume-Uni et l'incapacité d'accéder aux services publics ou au financement.

Les publicités présentent également des témoignages d'agents d'application de l'immigration et des forces frontalières du ministère de l'Intérieur, qui rencontrent souvent des migrants illégaux vendus dans l'esclavage moderne ou engagés dans un travail illégal par des passeurs.

La campagne sur les réseaux sociaux dirige les utilisateurs vers un nouveau site web contenant du contenu vidéo supplémentaire des agents d'application de l'immigration et des forces frontalières décrivant certains cas éprouvants qu'ils ont rencontrés et leurs expériences dans le sauvetage de migrants en péril à bord de petits bateaux dans la Manche. Le secrétaire d'État britannique à l'Intérieur, James Cleverly, a déclaré : « Élargir notre campagne pour inclure le Vietnam, un autre partenaire clé dans nos efforts pour lutter contre la migration illégale, nous aidera à sauver plus de vies et à affaiblir le modèle économique des criminels qui profitent de ce commerce odieux. »

Une réunion est prévue pour les responsables des deux pays, la Grande-Bretagne et le Vietnam, à Londres le 17 avril, où le ministère britannique de l'Intérieur a observé un afflux de migrants en provenance du Vietnam parmi les flux de migration irrégulière amenés par des gangs criminels en Grande-Bretagne via la Manche en utilisant de petits bateaux.

Il convient de noter que pendant la période 2022-2023 seule, jusqu'à 76 000 personnes sont arrivées en Angleterre via la Manche, et le nombre de décès lors de cette traversée maritime a triplé en 2023 par rapport à l'année précédente. Les migrants illégaux sont contraints de vivre dans des conditions inhumaines, surpeuplées et dangereuses par des gangs criminels, sans accès à l'hygiène de base, aux soins de santé ou au travail légal.



DÉCOUVERTE D'UNE FOSSE COMMUNE POUR LES MIGRANTS IRRÉGULIERS EN LIBYE



L'Organisation internationale pour les migrations a appelé les autorités libyennes à mener une enquête urgente sur la découverte d'au moins 65 corps de migrants irréguliers dans une fosse commune au sud-ouest de la Libye. L'organisation a exhorté les autorités libyennes à coopérer avec les agences des Nations unies pour "assurer la récupération digne des migrants décédés, les identifier et remettre leurs restes à leur famille de manière appropriée".

Dans un communiqué, l'organisation a noté que les circonstances de la mort des migrants et leur nationalité sont actuellement inconnues, leurs décès étant susceptibles de survenir lors d'opérations de trafic à travers le désert.

Le porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations a déclaré : "Le coût des mesures inadéquates se reflète dans l'augmentation des pertes de vies humaines et dans les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent les migrants." Il a souligné que chaque signalement d'un migrant disparu ou d'une perte de vie représente une famille en deuil cherchant des réponses sur leurs proches ou reconnaissant la tragédie de la perte.

Selon l'organisation, au moins 3 129 décès et disparitions ont été enregistrés en 2023 le long de la route de la Méditerranée, qu'elle a décrite comme la route migratoire la plus meurtrière.

Tunisie : 11 migrants se noient et 663 autres sont secourus en une semaine



Les autorités sécuritaires tunisiennes ont annoncé hier que leurs forces ont récupéré deux corps et secouru 180 migrants illégaux de différentes nationalités africaines en mer Méditerranée.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur tunisien a précisé que les migrants avaient l'intention d'atteindre les côtes européennes avant que leur bateau ne tombe en panne au large de la ville de Sfax, au sud de la Tunisie.

Dans un contexte similaire, la Garde nationale tunisienne a annoncé que la garde côtière a récupéré les corps de cinq migrants au large des côtes du pays, portant le nombre de décès au cours de la semaine à 11 migrants.

Ils ont ajouté que la garde côtière a secouru 663 migrants dans un contexte d'augmentation notable du flux de bateaux de migration en provenance de Tunisie et de Libye vers les côtes italiennes au cours des dernières semaines en raison de conditions météorologiques améliorées.

L'UNION EUROPÉENNE FINANCE LA SÉCURITÉ TUNISIENNE AVEC 177 MILLIONS DE DOLLARS POUR RÉDUIRE LA MIGRATION

L'Union européenne a annoncé qu'elle fournira aux forces de sécurité tunisiennes 177 millions de dollars sur trois ans pour réduire la migration illégale, en plus des 105 millions d'euros fournis par Bruxelles, destinés à lutter contre la migration illégale, annoncés l'année dernière.

L'annonce de l'UE de son plan de financement résulte des pressions politiques visant à réduire le nombre d'arrivées en Europe, ce qui a conduit à une augmentation du financement pour les pays d'origine des migrants. Le programme de financement a identifié les entités de sécurité qui recevront des fonds au sein des forces de sécurité tunisiennes, notamment une académie de formation pour la Garde nationale tunisienne. De plus, les fonds de l'UE fourniront des équipements tels que des radars et des bateaux pour la Garde nationale. Il convient de mentionner que les forces de sécurité tunisiennes ont intensifié les opérations d'interception de bateaux en mer Méditerranée depuis l'augmentation du nombre de migrants arrivant en Italie en août de l'année dernière. Environ 81 000 personnes ont été interceptées lors de voyages en mer en 2023, soit le double du nombre en 2022.

Le Financial Times a rapporté que l'Union européenne et ses États membres évitent de faire pression sur les autorités tunisiennes de peur de perdre des canaux de communication et craignent une nouvelle augmentation du nombre de migrants, ce qui pourrait causer des problèmes politiques à l'intérieur du pays. Un responsable du gouvernement italien a déclaré qu'il est important pour l'Europe de communiquer avec les autorités tunisiennes pour faire face aux menaces sécuritaires, ajoutant : "Nous exerçons une pression douce, mais l'extorsion n'est pas efficace."

Le journal a expliqué que l'Union européenne dépensera davantage pour la migration au cours des trois prochaines années, environ deux tiers du montant prévu, soit 278 millions d'euros, alloués à la sécurité et à la gestion des frontières. Le reste des fonds financera des programmes tels que le rapatriement des migrants dans leur pays d'origine, la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des réfugiés.



ESPAGNE : ARRIVÉE DE 14 000 MIGRANTS SANS PAPIERS EN L'ESPACE DE 3 MOIS

Les autorités espagnoles ont annoncé la mort de trois personnes vendredi dernier après qu'un bateau transportant un groupe de migrants ait rencontré des difficultés au large de la côte sud-est du pays, entraînant un naufrage partiel.

Le service de sauvetage maritime espagnol a rapporté que deux survivants et trois corps ont été retrouvés à bord d'un bateau partiellement submergé au large de la côte près de la ville de Motril.

Les survivants ont déclaré que le bateau transportait 12 personnes lorsqu'il a quitté le continent africain il y a six jours, ce qui laisse supposer que sept autres pourraient être tombées à la mer.

Le ministère de l'Intérieur a rapporté que 14 405 migrants sont arrivés en Espagne par bateau au cours de la période allant du 1er janvier au 15 mars, contre 3 528 au cours de la même période l'année dernière. La majorité d'entre eux sont arrivés via les îles Canaries.



CHICAGO RÉAFFIRME SON SOUTIEN CONTINU AUX IMMIGRANTS SANS PAPIERS



La ville de Chicago a annoncé la réhabilitation et la réouverture de cinq parcs au public après leur fermeture et leur utilisation comme abris temporaires pour les immigrants sans papiers.

Le maire de Chicago a déclaré que la ville rendait les parcs au public après les avoir utilisés pour abriter les immigrants sans papiers, soulignant l'engagement de la ville envers ces immigrants et sa volonté de les accueillir.

Brandon Johnson, porte-parole du bureau du maire, a mentionné que la ville va "décompresser" les abris temporaires de cinq installations dans le parc une fois que tous les immigrants auront été transférés vers un autre abri. Le district des parcs de la ville commencera alors le processus de rénovation des parcs pour une utilisation publique. Il a noté que les immigrants des parcs Gage, Broadway Armory, Brands, Legion et Piotrowski seront transférés vers des abris à proximité dans les semaines à venir afin de "minimiser les perturbations dans l'éducation et le travail".

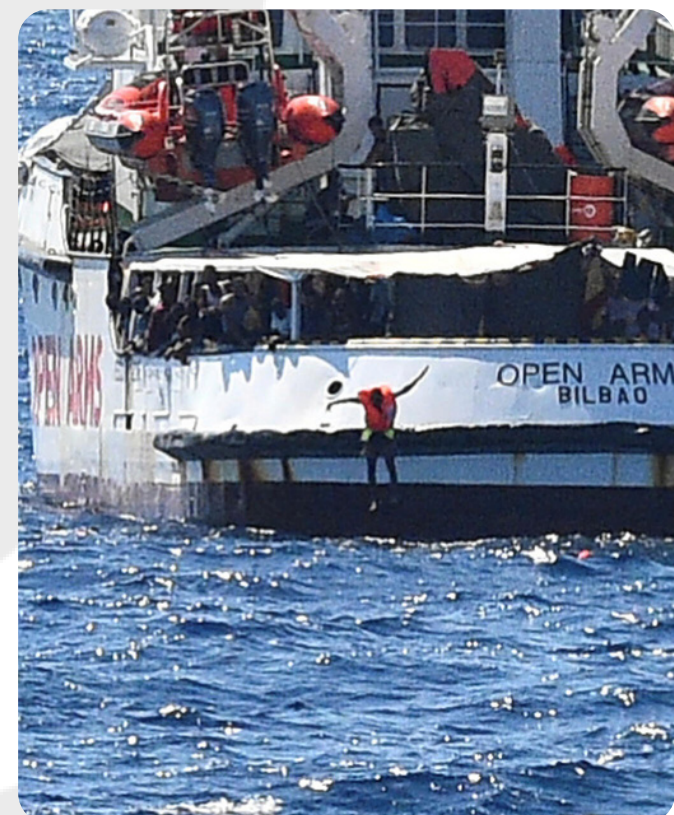
Johnson a déclaré dans un communiqué : "Nous sommes reconnaissants aux membres du conseil local et aux communautés qui ont accueilli les nouveaux voisins à bras ouverts, et nous sommes heureux de voir ces installations de parc retrouver leur objectif initial à temps pour la programmation estivale."

L'Agence du Renseignement lance une campagne nationale pour sensibiliser aux risques de la migration illégale

Le Dr Diaa Rashwan, chef de l'Agence du Renseignement Général, a annoncé le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation aux risques de la migration illégale en avril prochain. La campagne vise à éduquer les jeunes et leurs familles sur les dangers pour leur vie et leurs finances associés à ces aventures, ainsi qu'à présenter des opportunités alternatives à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Cela comprend les opportunités de migration légale pour les travailleurs qualifiés sur les marchés du travail étrangers, que le gouvernement régule pour garantir la sécurité et les droits des citoyens égyptiens dans des environnements de travail adaptés partout dans le monde. De plus, la campagne promeut des opportunités alternatives à l'intérieur du pays grâce à des projets à petite échelle soutenus et encouragés par l'État.

Rashwan a souligné que la campagne est conforme au mandat et au rôle de l'agence dans la mise en œuvre des principaux objectifs de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Migration Illégale (2016-2026). Cette stratégie met l'accent sur l'importance de sensibiliser le public à la migration illégale en développant et en intensifiant la couverture médiatique de la question et en engageant directement les groupes cibles dans les provinces les plus touchées par la migration illégale pour discuter des risques et des alternatives. La campagne implique également le développement de programmes de formation pour les groupes d'influence dans ces provinces et le façonnement des perceptions sociétales sur la valeur du travail, notamment parmi les jeunes, grâce à des canaux de communication directs.

Dr Ahmed Yahya, chef du Secteur Média Interne de l'Agence du Renseignement Général, a déclaré que la campagne sera lancée dans toutes les provinces et utilisera diverses formes de communication directe, notamment des visites sur le terrain, des séminaires éducatifs, des performances artistiques, des conférences de jeunes, des cours de formation et des efforts de sensibilisation mobiles dans les villages et les zones les plus touchées par la migration illégale, comme Alexandrie. De plus, les plateformes de médias sociaux seront utilisées. La campagne sera exécutée en collaboration avec les organismes gouvernementaux pertinents, notamment les autorités de développement local dans les provinces, le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l'Immigration, le Conseil National des Femmes, le Conseil National des Droits de l'Homme, ainsi que des organisations non gouvernementales et des associations de la société égyptienne.



UNE ENQUÊTE JOURNALISTIQUE RÉVÈLE UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE MIGRANTS DU LIBAN VERS CHYPRE

Un rapport d'enquête d'Independent Arabia a révélé la soumission de 11 617 nouvelles demandes d'asile à Chypre, dont 6 148 demandes de Syriens arrivés par la mer. De plus, 1 713 migrants sans papiers sont arrivés depuis le début de l'année, dont 1 134 Syriens arrivés par la mer.

L'enquête, intitulée "Migration illégale en Méditerranée depuis le Liban... Pauvreté ou noyade", a indiqué que des centaines de Syriens et de Libanais choisissent de se lancer dans des voyages de migration illégale malgré les dangers.

En ce qui concerne la politique de Chypre en matière de renvoi des migrants, le ministre de l'Intérieur chypriote a souligné une diminution des arrivées et des nouvelles demandes, déclarant : "Pour la première fois, nous avons un taux positif dans la comparaison entre le nombre de personnes quittant Chypre et celles arrivant sur l'île. En 2023, le taux de retour par rapport aux arrivées a atteint 116 %, ce qui signifie que le taux de départ a dépassé le taux d'arrivée. De plus, le taux de retour a atteint 138 % en janvier 2024."

Actuellement, Chypre cherche à reclasser la Syrie comme une zone sûre pour faciliter le retour des migrants de là-bas.

L'enquête a également mis en lumière la situation des personnes bloquées en mer, certains des survivants d'incidents de noyade racontant leurs épreuves. Un tel incident a impliqué le naufrage d'un bateau non autorisé transportant 85 passagers syriens du Liban à Chypre le 12 décembre 2023. L'ADN de certains des passagers a été retrouvé près de la côte de Tartous.



63 000 DÉCÈS ET DISPARITIONS SUR LA ROUTE DE LA MIGRATION ILLÉGALE EN 10 ANS

Un rapport publié par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a révélé des tendances alarmantes en matière de décès et de disparitions de migrants au cours de la dernière décennie, coïncidant avec le 10e anniversaire du lancement du projet Missing Migrants de l'organisation.

Le rapport indique que plus d'un tiers des migrants décédés et dont les pays d'origine ont pu être identifiés viennent de pays en conflit ou de ceux ayant de grandes populations de réfugiés.

Les informations sur les identités des migrants disparus sont largement incomplètes, le rapport notant une augmentation significative du nombre de décès non identifiés comme constat majeur.

Intitulé "Une décennie de documentation des décès de migrants", le rapport offre un aperçu des dix dernières années, au cours desquelles plus de 63 000 décès et disparitions lors de la migration ont été documentés - avec un nombre de décès plus élevé enregistré en 2023 par rapport à toute année précédente.

La noyade reste une cause majeure de décès, avec près de 60 % des décès documentés lors de la migration liés à la noyade, dont plus de 27 000 décès enregistrés en mer Méditerranée seule.

Il est probable que les plus de 63 000 décès et disparitions enregistrés lors de la migration au cours de la dernière décennie ne représentent qu'une petite fraction du nombre réel de vies perdues dans le monde entier.

Le rapport souligne la nécessité d'améliorer les efforts de collecte de données pour évaluer avec précision l'ampleur du problème et aborder les défis plus larges de la migration dangereuse. Plus de 37 000 décès où l'information sur le genre ou l'âge n'est pas disponible ont été enregistrés, le nombre réel de décès de femmes et d'enfants étant probablement beaucoup plus élevé.

Malgré les engagements politiques et l'attention des médias, les décès de migrants sont en augmentation, avec 2023 enregistrant le plus grand nombre annuel de décès jamais enregistré : plus de 8 500 décès. Les tendances en 2024 suscitent des inquiétudes similaires, le nombre de décès en mer Méditerranée étant presque aussi élevé que l'année précédente, malgré moins d'arrivées.

Le rapport note que 5 500 femmes sont décédées sur les routes migratoires au cours des dix dernières années, avec environ 3 500 enfants identifiés.



UN SONDAGE D'OPINION PUBLIQUE RÉVÈLE L'ÉCHEC DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE À TRAITER LA QUESTION DE LA MIGRATION.



Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a déclaré qu'il existe de nouveaux projets plus ambitieux dans le cadre de la coopération entre l'Égypte et la Grèce, tels que dans le domaine du gaz, indiquant que la coopération se fait également dans le domaine de la migration illégale. Mitsotakis a ajouté lors du Sommet égypto-européen visant à élever les relations entre l'Égypte et l'Union européenne au niveau d'un partenariat stratégique et global, que si l'Égypte prospère, elle aidera d'autres pays instables comme le Soudan et la Libye, déclarant : "Nous appelons les innocents qui se sentent désespérés à ne pas ouvrir de nouveaux chemins."

Il a poursuivi : "Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Égypte, et nous sommes ravis de travailler avec l'Égypte depuis des décennies", notant que ce partenariat pourrait servir de modèle.

Le gouvernement grec a annoncé une augmentation du nombre de migrants illégaux, atteignant 400% rien qu'en février, les Palestiniens occupant une place importante dans ces flux, suivis de plus en plus par les Égyptiens.

L'afflux de migrants a été suivi par une délégation de l'Union européenne accompagnée du Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, pour signer un paquet d'aide de 8 milliards de dollars destiné à aider les migrants.

Le ministre de la Migration et de l'Asile, Dimitris Keridis, a déclaré : "Il ne fait aucun doute que l'Égypte a subi les plus grandes répercussions de la crise à Gaza, comme si le pays et son économie n'étaient pas déjà suffisamment sous pression, la crise de Gaza et l'afflux de Palestiniens ont aggravé la situation, entraînant une exacerbation de la situation et incitant les Égyptiens à fuir en masse."

Depuis le début de l'année, les îles de Crète et de Gavdos, au sud de la Grèce, ont été les plus durement touchées par l'afflux quotidien d'Égyptiens débarquant sur leurs côtes à la recherche de refuge vers l'ouest via la Libye.

La Commission européenne a fourni un paquet d'aide de 8,06 milliards de dollars pour soutenir l'économie égyptienne et aider à stopper la migration illégale. En vertu de l'accord prévu, la première tranche de 1 milliard de dollars sera distribuée immédiatement sous forme d'aide financière d'urgence, le reste étant lié aux réformes économiques.

La Grèce est devenue une passerelle préférée pour les migrants et les réfugiés du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie depuis 2015, lorsque près d'un million de personnes sont arrivées sur ses îles, provoquant une crise humanitaire sans précédent. Depuis lors, des milliers d'autres sont morts en mer.

La crise migratoire a conduit la Grèce à adopter une approche ferme pour repousser les flux illégaux, ce qui a entraîné des accusations selon lesquelles elle pousserait les migrants sur des bateaux précaires, mettant leur vie en danger, et les torturant à leur arrivée, bien que les autorités rejettent généralement ces accusations.

Kuala Lumpur : Arrestation de 59 migrants illégaux

La police de Kuala Lumpur a arrêté 59 migrants illégaux dans la ville de Kepong, qui résidaient dans 22 unités de logement.

Le directeur du Département de l'Immigration de Kuala Lumpur a déclaré que les migrants, composés de 37 hommes et 22 femmes, viennent de Birmanie, d'Indonésie, d'Inde et du Népal. Ils ont été détenus en vertu des dispositions de la Loi sur l'Immigration de 1959/63 pour des infractions liées au dépassement de séjour et à l'absence de documents de voyage valides.

La police a émis 25 avis aux propriétaires des bâtiments où résidaient les migrants illégaux, alléguant qu'ils hébergeaient et louaient les locaux à des étrangers.

